

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, *Échevin·e·s* ;
Michel Blampain, Jeannine Crucifix, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame, Jeremy Van Gorp, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Alain Lefebvre, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 31.03.22

#Objet : Questions orales de Madame Carinne Lenoir (DéFI), de Monsieur Jeremy Van Gorp et de Madame Martine Maelschalck (MR-OpenVLD) à propos l'accueil des réfugiés ukrainiens à Auderghem #

Séance publique

Secrétariat**• Question de Madame Carinne Lenoir**

Monsieur le Président,
Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

Le jeudi 24 février dernier, des forces terrestres russes sont entrées sur le territoire ukrainien lançant ainsi une invasion militaire par Moscou. Le monde de paix que la construction européenne et la fin de la guerre froide nous avait apporté est parti en fumée avec la décision du Président russe d'envahir son voisin.

Je tiens tout d'abord à condamner fermement au nom de l'ensemble des membres du groupe DÉFI cette attaque inconsidérée et injustifiable de la Russie contre l'Ukraine.

Depuis, quelque 2,5 millions d'Ukrainiens ont déjà fui l'horreur et les crimes de guerre qui sont perpétrés dans leur pays. Ils pourraient être 4 ou 5 millions au final, selon les organisations humanitaires dont potentiellement 800.000 sur le sol belge. L'exode est donc massif.

Nous savons que, dans les prochaines semaines, les réfugiés qui arriveront souffriront des stigmates de la guerre.

On sent également un véritable élan de solidarité en Belgique, notamment par des citoyens. Les gens font preuve d'une solidarité incroyable et nous nous devons de le saluer. Cet élan s'inscrit pleinement dans les objectifs poursuivis par la commune d'Auderghem suite à l'adoption à l'unanimité, le 2 mars 2018, par le Conseil communal, de la motion « Auderghem, commune hospitalière ». Pour rappel, cette motion avait affirmé notre volonté d'agir pour une plus grande justice migratoire.

Au-delà de cet élan de solidarité, la question du long terme qui va se poser. Il faudra fournir un logement, scolariser les enfants, mettre certaines personnes sur le marché du travail. Pour cela, il faut que le politique prenne le relais. Coordonner l'accueil de ces réfugiés constituera le plus grand défi qu'a connu l'Europe et ses pays membres depuis la IIème Guerre mondiale.

La Région bruxelloise a activé le lundi 14 mars la phase régionale de gestion de crise pour faire face au défi de l'accueil des réfugiés ukrainiens et coordonner les initiatives qui sont prises par les différents acteurs

concernés sur le territoire de la Région.

C'est dans ce contexte, que la commune d'Auderghem a lancé un appel aux citoyens qui sont prêts à accueillir des réfugiés ukrainiens chez eux de manière temporaire ainsi qu'un appel aux dons de matériel médical d'urgence pour l'Ukraine vu la très grande pénurie dans les pharmacies et hôpitaux ukrainiens. La commune d'Auderghem a également été la première commune du pays et même la première autorité politique du pays à hisser le drapeau ukrainien afin d'afficher son soutien envers le peuple ukrainien dont les droits sont bafoués par un dictateur russe.

Cette crise nous rappelle une nouvelle fois que les principes d'humanité ne sont pas négociables. Nous nous devons d'accueillir dignement ces réfugiés. C'est une question de valeurs ; ce sont les miennes, celles de mon parti et de ma commune.

J'ai cependant quelques questions sur le sujet :

- Pourriez-vous nous exposer plus concrètement les démarches entreprises par la commune en ce qui concerne l'aide à la population ukrainienne et l'accueil des réfugiés ?
- La commune d'Auderghem a-t-elle été concertée par les autres niveaux de pouvoirs (Fédéral, Région) par rapport à l'accueil des réfugiés ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Carinne Lenoir

Conseillère communale

• **Question de Monsieur Jeremy Van Gorp et de Madame Martine Maelschalck**

Monsieur le Président,
Monsieur le Bourgmestre,
Chers Collègues,

Les événements d'Ukraine ont jeté des millions de personnes sur les routes de l'exil. Nous condamnons évidemment avec force l'agression de la Russie contre l'Ukraine et nous sommes choqués par les violences commises par l'armée russe contre les populations civiles dans ce pays.

Cette situation dramatique n'a laissé personne indifférent en Belgique et en Europe, et les initiatives de solidarité se multiplient. De nombreux citoyens sont désireux d'aider et de soutenir les réfugiés ukrainiens, et il est important de coordonner ces bonnes volontés.

Il y a deux semaines, notre bourgmestre a notamment indiqué qu'un terrain, situé sur le « triangle Delta », derrière le Chirec, pourrait accueillir un village de réfugiés sous forme de bâtiments modulaires.

Nous souhaiterions faire le point sur les différentes initiatives prises ou proposées à l'heure actuelle.

Nos questions sont les suivantes:

- Actions concrètes :
 - Quelles sont les actions concrètes entreprises par la commune pour venir en aide aux réfugiés ukrainiens qui arrivent à Auderghem et comment ces actions sont-elles coordonnées ?
 - Le site internet destiné aux personnes qui souhaitent accueillir des réfugiés donne-t-il satisfaction ?
 - Quelle est la réponse donnée aux citoyens volontaires et quel soutien leur est-il apporté ?
 - Comment s'organise concrètement l'accueil des réfugiés dans la commune ?
 - Savez-vous combien de réfugiés ukrainiens ont déjà été accueillis par des citoyens à Auderghem ?
- A propos du « triangle Delta » :
 - Compte tenu de l'importance de la problématique, l'annonce du bourgmestre a-t-elle été validée par la majorité communale ?
 - Quelle a été la concertation avec les acteurs concernés avant la sortie de l'information dans la presse : la Société régionale d'aménagement urbain (SAU) qui possède le terrain, mais aussi le gouvernement régional, le Fédéral et la STIB ?

- Cette proposition peut-elle être considérée comme réaliste, dans la mesure où le terrain concerné ne comprend, à l'heure actuelle, pas d'accès à l'eau, de réseau d'égouttage, d'électricité ou de voirie (selon la *DH* du 15 mars 2022) ?
- L'utilisation des bâtiments vides et voués à une « transformation lourde » avenue de Beaulieu a-t-elle été envisagée ?
- Quel est aujourd'hui, 31 mars, l'état de ce dossier ?

Nous vous remercions.

Jeremy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers communaux MR-Open VLD

• **Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre**

Selon un décompte publié par l'ONU samedi dernier, plus de 10 millions de personnes ont dû quitter leur foyer depuis l'invasion russe démarrée le 24 février. Sur ces 10 millions de personnes, 3,8 millions ont fui le territoire ukrainien pour prendre refuge dans d'autres pays.

L'Europe n'a pas connu de tels flots de réfugiés depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Sur ce nombre important, on parle d'un chiffre de 200.000 arrivées de réfugiés sur le territoire belge, avec, selon la clef de répartition actée par les différents gouvernements du Royaume, 20.000 hébergements en ce qui concerne la Région bruxelloise. Le risque est néanmoins réel que la Région bruxelloise, en tant qu'unique point d'entrée et d'enregistrement des Ukrainien-nes, assume plus que sa part.

En tant qu'autorité locale, la Commune d'Auderghem a pris, dès le début du conflit, plusieurs initiatives afin d'apporter une aide, tant au profit de l'Ukraine que de ses ressortissants réfugiés sur notre territoire.

En ce qui concerne l'aide humanitaire au profit de l'Ukraine, la MJA, Le Pavillon, les services de coordinations sociales et le Forum des Associations Solidaires d'Auderghem ont organisé une récolte de matériel médical d'urgence. De nombreux dons ont été récoltés et c'est plus ou moins 5 tonnes de matériel (4 transports) qui ont été acheminés vers le territoire ukrainien en partenariat avec l'ambassade d'Ukraine en Belgique.

En ce qui concerne l'aide au logement des personnes réfugiées en Belgique, l'administration communale a mis à disposition des particuliers, sur son site internet, un formulaire dans lequel toute personne disposée à accueillir des personnes réfugiées peut se porter candidate à l'hébergement.

A ce jour, plus de 200 propositions d'hébergement ont été introduites par les citoyen-nes auderghemois-es pour une période d'accueil variant entre 1 semaine à plusieurs mois, voire, pour certaines, plusieurs années. Ces propositions sont à destination de personnes isolées, de couples, de femmes accompagnées d'enfants ou encore même de familles entières.

L'administration communale a très vite désigné un responsable Hébergement. Nous avons mis sur pied un réseau de correspondant-es dans les services et avec le CPAS pour faire face à cette crise ainsi qu'un point d'entrée et d'échange d'informations sur le site communal.

La commune a par exemple développé son propre outil d'enregistrement puis transmis ses informations à ses interlocuteurs chez Fedasil et auprès de la Haut-Fonctionnaire bruxelloise.

Depuis le 14 mars, Fedasil a donc contacté quotidiennement la Commune afin de proposer l'accueil de 5 à 10 réfugiés par jour.

L'accueil de ces personnes à Auderghem a été organisé sous l'égide du référent Hébergement en collaboration de différents services de l'administration communale, de la Maison de la Prévention, du CPAS et de l'ASBL le Pavillon. La salle des Paradisiens, située au 1336 chaussée de Wavre, a servi de lieu d'accueil des réfugiés et de rencontre entre ceux-ci et les hébergeurs privés. Sur place étaient présents des assistants sociaux, du personnel de la prévention, des traducteurs bénévoles ainsi qu'un chauffeur pour le transport vers les familles d'accueil, si besoin.

Fedasil annonçait donc, dans la matinée, une arrivée de réfugiés pour l'après-midi et il était donné rendez-vous à ceux-ci à la salle des Paradisiens. Entre-temps, des agents communaux contactaient des hébergeurs privés afin de faire le lien entre eux et les personnes accueillies. Les personnes étaient donc, à ce moment, mises en contact et amenées vers la famille d'accueil.

A ce jour, une soixantaine de personnes réfugiées ont été accueillies chez des hébergeurs privés à Auderghem via le canal communal. Il s'agit des personnes accueillies par le canal organisé entre la Commune et Fedasil et dont nous avons connaissance mais d'autres personnes réfugiées ont été accueillies

via d'autres canaux. Il y a actuellement une centaine de personnes réfugiées accueillies à Auderghem mais ce chiffre est en évolution.

Pour faciliter l'accueil chez les particuliers, la Commune a mis en place plusieurs dispositifs :

- une porte d'entrée sur son site internet où sont canalisées et réparties entre acteurs communaux et CPAS les questions des hébergeurs et où ont été collectées une série d'informations relatives à l'accueil à proprement parler, aux démarches administratives devant être mise en œuvre par les personnes réfugiées, aux différents points de contact joignables en cas de besoin. Une liste de réponses aux questions les plus fréquentes a également été mise en ligne et régulièrement actualisée et le numéro vert a été activé ;
- une réunion d'information tenue le 29 mars lors de laquelle ont été invités l'ensemble des hébergeurs connus de l'administration communale afin de donner toute une série d'informations pratiques et de leur permettre de poser des questions ;
- une cellule d'assistance psychosociale destinée à rendre visite, sur demande, aux hébergeurs et hébergés afin d'assister psychologiquement tant les familles hébergées que les hébergeurs et pour, en cas de besoin, désamorcer des problèmes potentiels ;
- une cellule destinée à effectuer des visites sur place afin de contrôler, en cas de besoin, les lieux d'accueil proposés par les particuliers ;
- un groupe de traducteurs/interprètes pouvant assister, sur demande, les personnes hébergées et les hébergeurs en cas de besoins particuliers ;
- la mise à disposition du rez-de-chaussée de l'immeuble situé au 1975 chaussée de Wavre afin d'en faire un lieu de rencontres entre Ukrainien-nes résidant à Auderghem ;
- le suivi des différentes occupations chez les hébergeurs et le déplacement des personnes hébergées, en cas de besoin.

Dans le moyen à long terme, outre la recherche de logements durables, le défi résidera dans l'accompagnement et le soutien aux hébergeurs.

Au niveau régional, des réunions hebdomadaires ont été organisées entre la Haute Fonctionnaire de l'agglomération bruxelloise et les différents coordinateurs communaux afin de centraliser les différentes informations et pratiques des différentes autorités locales. A ce jour, plusieurs solutions structurelles sont évoquées – occupation précaire sur un terrain libre, mise à disposition de logement sociaux vacants, réquisition d'immeuble de bureaux vacants – mais aucune n'a encore été privilégiée.

Pour répondre très concrètement à Mme Lenoir quant à la concertation menée par la Région et le Fédéral, elle se réduit actuellement à des demandes d'informations des communes vers le centre de crise fédéral et vers la Haute Fonctionnaire. Pour la première fois cette semaine, la Région nous a interpellé pour définir le modèle futur de gestion de cette crise. Les relations avec Fedasil relèvent de la relation d'agents traitants à référent communal pour l'hébergement.

La question de Mme Maelschalck appelle la même réponse : notre commune, comme d'autres, ont dû avancer seules sans soutien ni Fédéral ni régional. La mise en action du plan de crise transférant des responsabilités au niveau de la Haute Fonctionnaire et de la Région s'est essentiellement traduit actuellement par des demandes d'informations et de reporting vers les communes, des injonctions de vérification et des exigences variant dans le temps.

Ce n'est que cette semaine que l'on peut considérer qu'un soutien en terme d'effort réel de coordination et de réflexion concertée sur le court et moyen terme quant à la gestion de cette crise a réellement vu le jour avec les réunions avec le coordinateur pour la crise nommé par la Région.

En ce qui concerne les différentes solutions de logement plus structurelles, la proposition de l'installation d'un « village d'accueil » sur le site dit « Triangle Delta » a évidemment été présentée et discutée en Collège et elle a donné lieu à une communication par la Commune à différents organismes : le Ministre Président Rudi Vervoort bien évidemment, la SAU ainsi que le cabinet du secrétaire d'Etat à l'asile et à la migration. Nul ne nous a répondu hormis le Secrétaire d'Etat pour nous remercier.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 08 avril 2022

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, *Schepenen* ;
Michel Blampain, Jeannine Crucifix, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame, Jeremy Van Gorp, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Alain Lefebvre, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 31.03.22

#Onderwerp : Mondelinge vragen van mevrouw Carinne Lenoir (DéFI), de heer Jeremy Van Gorp en mevrouw Martine Maelschalck (MR-OpenVLD) met betrekking tot de opvang van Oekraïense vluchtelingen in Oudergem #

Openbare zitting

Secretariaat**• Vraag van mevrouw Carinne Lenoir**

Mijnheer de voorzitter,
Mijnheer de burgemeester,
Dames en heren schepenen,
Waarde collega's,

Op donderdag 24 februari jongstleden zijn Russische grondtroepen het Oekraïense grondgebied binnengetrokken, waardoor Moskou een militaire invasie heeft ingezet. De wereld van vrede die de Europese constructie en het einde van de Koude Oorlog ons hadden gebracht, is in rook opgegaan door de beslissing van de Russische president om zijn buurland binnen te vallen.

Allereerst wil ik namens alle leden van de DéFI-groep deze onbezonnen en ongerechtvaardigde aanval van Rusland tegen Oekraïne krachtig veroordelen.

Sinds het begin van de oorlog zijn al ongeveer 2,5 miljoen Oekraïners gevlucht voor de gruwelen en oorlogsmisdaden die in hun land worden begaan. Volgens humanitaire organisaties zouden het er uiteindelijk wel 4 of 5 miljoen kunnen worden, waarvan potentieel 800.000 op Belgische grond. We mogen dus spreken van een massale exodus.

We weten dat de vluchtelingen die in de volgende weken aankomen, zullen lijden onder de littekens van de oorlog.

Tegelijk is er een ware golf van solidariteit op gang gekomen in België, vooral via burgers. Veel mensen tonen ontzettend veel solidariteit en dat is iets wat we toejuichen. Dit elan sluit volledig aan bij de doelstellingen die de gemeente Oudergem nastreeft sinds het unaniem aannemen van de motie "Oudergem, een gastvrije gemeente" door de gemeenteraad op 2 maart 2018. Ter herinnering: die motie bekrachtigde onze ambitie om te ijveren voor een grotere rechtvaardigheid op het gebied van migratie.

Na deze golf van solidariteit zal de kwestie van de lange termijn rijzen. Er zal voor huisvesting moeten worden gezorgd, kinderen zullen een opleiding moeten kunnen volgen en sommige mensen zullen naar de arbeidsmarkt moeten worden begeleid. Daarvoor moet de politiek het overnemen. Het coördineren van de opvang van die vluchtelingen wordt voor Europa en zijn lidstaten de grootste uitdaging sinds de Tweede

Wereldoorlog.

Op maandag 14 maart heeft het Brussels Gewest de gewestelijke crisisbeheerfase geactiveerd om het hoofd te bieden aan de uitdaging van de opvang van de Oekraïense vluchtelingen en om de initiatieven die door de verschillende betrokken actoren op het grondgebied van het Gewest worden genomen, te coördineren.

Het is in deze context dat de gemeente Oudergem een oproep heeft gelanceerd aan de burgers die bereid zijn Oekraïense vluchtelingen tijdelijk bij hen thuis op te vangen, alsook een oproep tot schenkingen van medisch noodmateriaal voor Oekraïne, gezien het heel grote tekort in de Oekraïense apotheken en ziekenhuizen. De gemeente Oudergem was ook de eerste gemeente van het land en zelfs de eerste politieke autoriteit van het land die de Oekraïense vlag heeft gehesen om haar steun te betuigen aan het Oekraïense volk, waarvan de rechten door een Russische dictator worden geschonden.

Deze crisis herinnert ons er eens te meer aan dat een menswaardig bestaan een onwrikbaar principe is dat vóór alles komt. We zijn het aan onszelf verplicht om deze vluchtelingen op een waardige manier op te vangen. Dat is een kwestie van waarden; het zijn de mijne, die van mijn partij en die van mijn gemeente.

Ik heb echter enkele vragen omtrent het onderwerp:

- Kunt u ons concretere toelichting verschaffen met betrekking tot de stappen die de gemeente heeft ondernomen om de Oekraïense bevolking te helpen en vluchtelingen op te vangen?
- Werd de gemeente Oudergem door de andere bevoegdheidsniveaus (federaal, gewestelijk) geraadpleegd over de opvang van vluchtelingen?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Carinne Lenoir

Gemeenteraadslid

• **Vraag van de heer Jeremy Van Gorp en mevrouw Martine Maelschalck**

Mijnheer de voorzitter,

Mijnheer de burgemeester,

Waarde collega's,

De gebeurtenissen in Oekraïne hebben miljoenen mensen in ballingschap doen gaan. Uiteraard veroordelen wij met klem de agressie van Rusland tegen Oekraïne en zijn wij geschokt door het geweld dat het Russische leger begaat tegen de burgerpopulaties in dat land.

Deze dramatische situatie laat niemand in België en Europa onverschillig, en de solidariteitsinitiatieven worden steeds talrijker. Vele burgers zijn bereid om Oekraïense vluchtelingen te helpen en te steunen, en het is belangrijk om deze voorstellen van goede wil te coördineren.

Twee weken geleden heeft onze burgemeester onder meer aangegeven dat op een terrein op de "Deltadriehoek", achter Chirec, een vluchtelingendorp in de vorm van modulaire gebouwen zou kunnen worden ingericht.

Wij zouden graag de balans opstellen van de verschillende initiatieven die thans zijn genomen of voorgesteld.

Onze vragen zijn de volgende:

- Concrete acties:
 - Welke zijn de concrete acties door de gemeente ondernomen om de Oekraïense vluchtelingen die in Oudergem aankomen, te helpen, en hoe worden deze acties gecoördineerd?
 - Geeft de website voor mensen die vluchtelingen willen opvangen, voldoening?
 - Welk antwoord en welke ondersteuning krijgen de burgers die zich als vrijwilliger opgeven?
 - Hoe wordt de opvang van vluchtelingen in de gemeente concreet georganiseerd?
 - Weet u hoeveel Oekraïense vluchtelingen reeds werden opgevangen door burgers in Oudergem?
- Over de "Deltadriehoek":
 - Werd de aankondiging van de burgemeester, gezien het belang van de problematiek, bekrachtigd

door de gemeentelijke meerderheid?

- Welk overleg heeft er plaatsgevonden met de betrokken actoren alvorens de informatie in de pers werd gepubliceerd: de gewestelijke Maatschappij voor Stedelijke Inrichting (MSI), die eigenaar is van het terrein, maar ook de gewestregering, het federale niveau en de MIVB?
- Kan dit voorstel als realistisch worden beschouwd, aangezien er op het betrokken terrein - momenteel - geen toegang is tot water, geen rioleringsnetwerk, geen elektriciteit en geen wegen (volgens *DH* van 15 maart 2022)?
- Is er nagedacht over het gebruik van de leegstaande gebouwen die bestemd zijn voor een "zware transformatie" in de Beaulieuilaan?
- Wat is vandaag, 31 maart, de stand van zaken in dit dossier?

Wij danken u.

Jeremy Van Gorp en Martine Maelschalck, gemeenteraadsleden voor MR-Open VLD

• **Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, Burgemeester**

Volgens een op zaterdag jongstleden door de VN gepubliceerde telling hebben meer dan 10 miljoen mensen hun huis moeten verlaten sinds de Russische invasie op 24 februari begon. Van deze 10 miljoen mensen hebben er 3,8 miljoen het Oekraïense grondgebied verlaten om hun toevlucht te zoeken in andere landen.

Europa heeft sinds de Tweede Wereldoorlog zo'n grote toevloed van vluchtelingen niet gekend.

Van dit grote aantal vluchtelingen zijn er naar verluidt 200.000 aangekomen op het Belgische grondgebied, met, volgens de verdeelsleutel die door de verschillende regeringen van het Koninkrijk is opgetekend, 20.000 verblijven in het Brussels Gewest. Er bestaat echter een reëel risico dat het Brussels Gewest, als enige plaats van binnenkomst en registratie voor de Oekraïners, meer dan zijn deel voor zijn rekening zal nemen.

Als lokale overheid heeft Gemeente Oudergem, sinds het begin van het conflict, meerdere initiatieven genomen om hulp te bieden, zowel aan Oekraïne als aan zijn onderdanen die naar ons grondgebied zijn gevlucht.

Wat de humanitaire hulp voor Oekraïne betreft, hebben MJA, Le Pavillon, de diensten voor sociale coördinatie en het Forum van de Solidaire Verenigingen van Oudergem een inzameling van medisch noodmateriaal georganiseerd. Tal van giften werden ingezameld en ongeveer 5 ton materieel (4 transporten) werd naar het Oekraïense grondgebied gevoerd in samenwerking met de Oekraïense ambassade in België.

Wat betreft de ondersteuning van de huisvesting van de naar België gevluchte personen, heeft het gemeentebestuur op de gemeentelijke website, ten behoeve van particulieren, een formulier ter beschikking gesteld waarmee al wie bereid is om vluchtelingen onderdak te bieden, zich daarvoor kandidaat kan stellen.

Momenteel zijn er door de inwoners van Oudergem meer dan 200 voorstellen ingediend om onderdak te bieden, voor een periode die schommelt van 1 week tot meerdere maanden en in sommige gevallen zelfs voor meerdere jaren. Deze voorstellen zijn gericht op alleenstaanden, paren, vrouwen met kinderen of zelfs hele gezinnen.

Het gemeentebestuur heeft heel snel een verantwoordelijke Huisvesting aangesteld. Wij hebben een netwerk van correspondenten in de diensten en met het OCMW geïnstalleerd om deze crisis aan te pakken, alsook een punt van ontvangst en uitwisseling van informatie op de gemeentelijke website.

Zo bijvoorbeeld heeft de gemeente haar eigen registratie-instrument ontwikkeld en vervolgens haar informatie overgemaakt aan haar gesprekspartners bij Fedasil en de Brusselse hoge ambtenaar.

Sinds 14 maart neemt Fedasil dagelijks contact op met de Gemeente om de opvang van 5 tot 10 vluchtelingen per dag voor te stellen.

De opvang van deze mensen in Oudergem is georganiseerd onder auspiciën van de referentiepersoon Huisvesting in samenwerking met verschillende diensten van het gemeentebestuur, het Preventiehuis, het OCMW en vzw Le Pavillon. Salle des Paradisiërs, gelegen op Waversesteenweg 1336, diende als ontvangstruimte voor de vluchtelingen en als ontmoetingsplaats voor die mensen en de particuliere gastheren en -vrouwen. Ter plaatse waren maatschappelijk werkers, preventiemedewerkers en vrijwillige vertalers aanwezig, alsook een chauffeur voor het vervoer naar de gastgezinnen, indien nodig.

Fedasil kondigde dus in de voormiddag aan dat er in de namiddag vluchtelingen zouden aankomen, en er werd met die mensen afgesproken in Salle des Paradisiërs. Ondertussen namen gemeenteambtenaren contact op met particuliere logiesverstrekkers om de link te leggen tussen hen en de opgevangen personen. Die

mensen werden dan op dat moment in contact gebracht en naar het opvanggezin gebracht.

Tot nu toe hebben een zestigtal vluchtelingen via het gemeentelijke kanaal onderdak gevonden bij particuliere logiesverstrekkers in Oudergem. Het gaat om de mensen die zijn opgevangen via het tussen de Gemeente en Fedasil georganiseerde kanaal en van wie wij op de hoogte zijn, maar andere vluchtelingen zijn via andere kanalen opgevangen. Momenteel worden er ongeveer honderd vluchtelingen in Oudergem opgevangen, maar dit aantal evolueert.

Om de opvang bij particulieren te vergemakkelijken, heeft de Gemeente meerdere voorzieningen geïmplementeerd:

- een toegangspunt op haar website waar vragen van logiesverstrekkers worden gekanaliseerd en verspreid onder gemeentelijke actoren en OCMW's, en waar een reeks gegevens is verzameld over de opvang zelf, de administratieve stappen die de vluchtelingen moeten ondernemen, en de verschillende contactpunten die in geval van nood kunnen worden bereikt. Ook is er een lijst met antwoorden op de meest gestelde vragen online gezet en wordt die regelmatig bijgewerkt, en is het groene telefoonnummer geactiveerd;
- een informatievergadering op 29 maart, waarop alle bij het gemeentebestuur bekende logiesverstrekkers waren uitgenodigd om hen een hele reeks praktische inlichtingen te verstrekken en hen de gelegenheid te bieden vragen te stellen;
- een cel voor psychosociale bijstand bestemd om, op verzoek, logiesverstrekkers en gasten te bezoeken om zowel de opgevangen als de opvanggezinnen psychologisch bij te staan en zo nodig aan mogelijke problemen te verhelpen;
- een cel bestemd om bezoeken ter plaatse af te leggen om, indien nodig, de door particulieren aangeboden opvangvoorzieningen te controleren;
- een groep vertalers/tolken die, op verzoek, gasten en logiesverstrekkers in geval van bijzondere behoeften kunnen bijstaan;
- terbeschikkingstelling van de gelijkvloerse verdieping van het gebouw op Waversesteenweg 1975 om er een ontmoetingsplaats van te maken voor de Oekraïners die in Oudergem verblijven;
- toezicht op de verschillende verblijven bij de logiesverstrekkers en, indien nodig, verhuizing van de opgevangen personen.

Op middellange tot lange termijn zal de uitdaging er niet alleen in bestaan om duurzame huisvesting te vinden, maar ook om de logiesverstrekkers te begeleiden en te ondersteunen.

Op het gewestelijke niveau werden er wekelijkse vergaderingen georganiseerd tussen de Hoge Ambtenaar van de Brusselse agglomeratie en de verschillende gemeentelijke coördinatoren om de verschillende inlichtingen en praktijken van de verschillende plaatselijke overheden te centraliseren. Tot dusver zijn er meerdere structurele oplossingen aangehaald - voorlopige bewoning van een vrij terrein, terbeschikkingstelling van leegstaande sociale woningen, opvoering van leegstaande kantoorgebouwen - maar geen enkele daarvan heeft tot nu toe de voorkeur gekregen.

Om heel concreet te antwoorden op de vraag van mevrouw Lenoir over het gevoerde overleg tussen het gewest en het federale niveau, kan ik zeggen dat dit momenteel beperkt is tot verzoeken om informatie vanwege de gemeenten aan het federale crisiscentrum en aan de hoge ambtenaar. Deze week heeft het Gewest voor het eerst contact met ons opgenomen met de vraag om het toekomstige model voor het beheer van deze crisis te definiëren. De betrekkingen met Fedasil vormen een onderdeel van de relatie tussen de behandelende ambtenaren en de gemeentelijke referentiepersoon voor de huisvesting.

De vraag van mevrouw Maelsalck roept hetzelfde antwoord op: onze gemeente moest, net als andere, alleen verder, zonder federale of gewestelijke steun. De uitvoering van het crisisplan waarbij verantwoordelijkheden worden overgedragen aan de Hoge Ambtenaar en het Gewest, heeft zich momenteel vooral vertaald in informatieverzoeken en rapportage aan de gemeenten, verificatiebevelen en in de tijd variërende eisen.

Pas deze week is er echt steun gekomen in de vorm van een reële inspanning tot coördinatie en gezamenlijke reflectie op korte en middellange termijn met betrekking tot het beheer van deze crisis, via de vergaderingen met de door het Gewest aangestelde crisiscoördinator.

Wat de verschillende meer structurele huisvestingsoplossingen betreft, werd het voorstel om een

"opvangdorp" op te richten op de plaats die bekend staat als de "Deltadriehoek", uiteraard voorgesteld en besproken in het college en door de Gemeente aan verschillende instanties meegedeeld: Minister-President Rudi Vervoort, uiteraard, de MSI en het kabinet van de staatssecretaris voor Asiel en Migratie. Niemand, behalve de staatssecretaris, heeft geantwoord om ons te bedanken.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 08 april 2022

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, *Échevin·e·s* ;
Michel Blampain, Jeannine Crucifix, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame, Jeremy Van Gorp, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Alain Lefebvre, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 31.03.22

#Objet : Question orale de Monsieur Jeremy Van Gorp et de Madame Martine Maelschalck (MR-Open VLD) à propos de l'accrochage scolaire #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Monsieur le Bourgmestre,
Chers Collègues,

Notre Conseil doit se prononcer à propos du versement d'une tranche des plans locaux d'accrochage scolaire, via Perspective Brussels.

Nous aimerions obtenir quelques précisions sur l'évolution de ce projet dans notre commune.

Nos questions sont les suivantes:

- Quels sont les projets en cours et dans quelle(s) école(s) ?
- Les résultats obtenus depuis le lancement des projets sont-ils mesurés et évalués ? Si oui, quels sont-ils ?
- Le décrochage scolaire est-il une problématique significative dans notre commune ? Avez-vous constaté une évolution depuis la crise du Covid-19 ?
- Savez-vous combien d'élèves sont aidés chaque année à Auderghem via le plan d'accrochage scolaire ?

Nous vous remercions.

Jeremy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers communaux MR-Open VLD

- **Réponse de Monsieur Didier Molders, Échevin**

Madame la Conseillère,
Monsieur le Conseiller,
Je vous remercie pour vos questions et voici mes réponses.

- Quels sont les projets en cours et dans quelle(s) école(s) ?

Cela fait maintenant plus de 15 ans que nous proposons via l'Espace Prévention et Action Scolaire un

service gratuit, indépendant et neutre, accessible à toute personne concernée par une situation liée à la scolarité.

Les actions se déploient en 4 axes :

- **L'accompagnement scolaire** dans 5 écoles de devoirs réparties sur la commune. Pour ce qui concerne l'espace de prévention pour l'Accrochage Scolaire (ESPAS) Nos actions s'adressent aux jeunes domiciliés et ou scolarisés sur le territoire communal. La quasi-totalité des situations rencontrées est constituée d'enfant en âge scolaire. Le décrochage scolaire, qu'il soit actif ou passif, des jeunes influe sur l'ambiance de toute la famille la réussite scolaire étant perçue comme seule possibilité d'ascension sociale. C'est donc l'ensemble de la famille, qui bénéficie de nos actions. De même, la médiation scolaire en rétablissant le dialogue entre école et famille fait bénéficier des résultats engrangés aux enseignants et directions concernées. Nos actions de personne ressource et de relais influe positivement sur la capacité de services extérieurs à mener des actions en lien avec la scolarité ou la lutte contre le décrochage scolaire sur le territoire communal..
- **Le soutien scolaire individualisé** organisés durant les vacances scolaires (Plaisir d'apprendre reconduit en 2022)
- Le **service de médiation** est resté actif tout au cours de l'année, nous notons un retour à la normale concernant les demandes de médiation. Le délai reste bien plus long entre le premier contact et la clôture d'un dossier, ceci étant dû à la difficulté de joindre bon nombre d'intervenants extérieurs. Le passage de classe quasi systématique en juin 2020 ayant conduit certains établissements à se montrer nettement plus pointilleux en manière de passage de classe en juin 2021, nous avons vu le nombre de demandes de recours exploser. De même, les demandes de soutien en vue d'une réorientation ou changement d'établissement scolaire est en nette hausse. Nous avons encore reçu plusieurs demandes de soutien en lien avec le décrochage scolaire actif ainsi que du nombre de jeunes en incapacité psychique de suivre les cours (couverts par certificats médicaux
- **Accueil des élèves en situation d'exclusion** tant pour les élèves de primaire que secondaire afin d'éviter la répétition du phénomène en menant des actions préventives et éducatives. Les écoles de la Fédération Wallonie Bruxelles sont toutes concernées par ces dispositifs.
- Les résultats obtenus depuis le lancement des projets sont-ils mesurés et évalués ? Si oui, quels sont-ils ?
- Il est difficile d'obtenir des statistiques en matière de décrochage scolaire auprès des écoles, généralement ces données sont extrêmement sensibles tant en terme de confidentialité que de réputation des écoles. Il en reste pas moins que les services ont pour charge de gérer les données de ce que l'on appelle « le chiffre noir » du décrochage, c'est-à-dire des enfants qui ne sont inscrits nulle part dans l'un des réseaux scolaires. Pour ce faire, il reçoit une liste de mineurs qui ne sont pas répertoriés dans un centre scolaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles, liste qu'il soumet au service population pour déterminer si les mineurs n'ont tout simplement pas déménagés, ou suivent leur scolarité à l'étranger ou dans un centre spécialisé. Après ce premier tri, la police fait son enquête auprès des adresses restantes, et toute une série de radiations tombent suite à ces enquêtes étant donné que, dans la très grande majorité des cas, ces mineurs ne sont plus domiciliés à Auderghem. Dans le cas de figure où nous aurions un enfant non-scolarisé sur notre commune, le dossier est soumis au Parquet qui a le pouvoir de contraindre une famille dysfonctionnant. A Auderghem, ce n'est pas encore arrivé. Toutes ces données sont ensuite communiquée par les services auprès d'une plateforme de la FWB.

Il faut noter que l'évaluation annuelle est obligatoire pour obtenir les subsides.

- Le décrochage scolaire est-il une problématique significative dans notre commune ? Avez-vous constaté une évolution depuis la crise du Covid-19 ?

La problématique la plus significative qui fût révélée durant la pandémie est celle de la fracture numérique. Nous avons pu maintenir les prêt de pc portables aux jeunes ne possédant pas le matériel nécessaire afin de

suivre les cours donnés en alternance présentiel/distanciel. L'implication permanente de l'ensemble de l'équipe afin de s'adapter aux réalités de terrains et aux évolutions de la situation sanitaire fût constante. Nous avons en plus développé une remédiation scolaire originale durant une semaine en juillet (**plaisir d'apprendre**). Un engagement complémentaire (projet covid) nous a permis de pallier aux absences du personnel et des bénévoles, de développer un projet plus axé sur le soutien individualisé des jeunes présentant le plus grand risque de décrochage scolaire ainsi qu' un soutien aux parents dans le suivi scolaire de leurs enfant. Le projet Plaisir d'apprendre va être reconduit en août 2022.

La **pandémie** à laquelle nous sommes tous confrontés à bien sûr eu un impact non négligeable sur nos actions en 2021 même si moins important que celui subit en 2020. Nos services d'accompagnement scolaire ont pu conserver le contact avec la quasi-totalité des jeunes qu'ils accompagnaient et même accueillir de nouveaux jeunes, L'ensemble de nos structures ont accueillis les jeunes en présentiel, les adaptations mises en place visant plutôt à se montrer cohérents par rapports aux mesures mises en place au sein des établissements scolaires et à répondre aux obligations légales. Le retour à la normale s'opère progressivement.

- Savez-vous combien d'élèves sont aidés chaque année à Auderghem via le plan d'accrochage scolaire ?

Le **nombre de demande** de soutien est de 358 et est resté relativement stable pour l'année 2021 même si nous notons une légère augmentation des demandes en lien avec des jeunes qui présentent d'importantes difficultés scolaires.

La répartition par âge est la suivante :

5-12 ans > 30%

13-15 ans > 42%

16-18 ans > 28%

En espérant avoir répondu à vos questions.

Didier Molders

Echevin de la prévention

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 08 avril 2022

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, *Schepenen* ;
Michel Blampain, Jeannine Crucifix, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame, Jeremy Van Gorp, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Alain Lefebvre, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 31.03.22

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heer Jeremy Van Gorp en mevrouw Martine Maelschalck (MR-Open VLD) over schoolinschakeling #

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de voorzitter,
Mijnheer de burgemeester,
Waarde collega's,

Onze raad moet zich uitspreken over de betaling van een schijf van de lokale plannen ter preventie van schoolverzuim, via perspective.brussels.

Wij zouden graag enkele preciseringen krijgen over de ontwikkeling van dit project in onze gemeente.

Onze vragen zijn de volgende:

- Welke projecten lopen er en in welke school of scholen?
- Worden de sinds het begin van de projecten bereikte resultaten gemeten en geëvalueerd? Zo ja, welke resultaten zijn dat?
- Is schoolmoetheid een substantieel probleem in onze gemeente? Hebt u een evolutie gezien sinds de covidcrisis?
- Weet u hoeveel leerlingen er jaarlijks in Oudergem via het plan ter preventie van schoolverzuim geholpen worden?

Wij danken u.

Jeremy Van Gorp en Martine Maelschalck, gemeenteraadsleden voor MR-Open VLD

- **Antwoord van de heer Didier Molders, schepen:**

Geachte mevrouw gemeenteraadslid,
Geachte heer gemeenteraadslid,
Ik dank u voor uw vragen - ziehier mijn antwoorden.

- Welke projecten lopen er en in welke school of scholen?

Al meer dan 15 jaar lang bieden wij via de Ruimte voor Preventie en Onderwijsacties een kosteloze,

onafhankelijke en onpartijdige dienstverlening aan, toegankelijk voor iedereen die te maken krijgt met een schoolgebonden situatie.

De acties worden volgens 4 assen gevoerd:

- **Schoolbegeleiding** in 5 huiswerkscholen verspreid over de gemeente. Wat de Ruimte voor Preventie en Onderwijsacties (Espace de Prévention pour l'Accrochage Scolaire, ESPAS) betreft, zijn onze acties gericht op jongeren die op het gemeentelijke grondgebied wonen en/of naar school gaan. Bijna alle aangetroffen situaties betreffen kinderen van leerplichtige leeftijd. Ongeacht of ze actief of passief is, heeft schoolmoeheid van jongeren een invloed op de sfeer in het hele gezin, aangezien slagen op school wordt gezien als de enige manier om hogerop te komen in de maatschappij. Het is dus het hele gezin dat baat heeft bij onze acties. Evenzo doet de bemiddeling op school, door de dialoog tussen school en gezin te herstellen, de betrokken leerkrachten en directies meegenieten van de geboekte resultaten. Onze acties als contact- en verbindingspersoon hebben een positieve invloed op de capaciteit van externe diensten om acties uit te voeren in verband met de leerplicht of de strijd tegen schoolmoeheid op het gemeentelijke grondgebied.
- **Geïndividualiseerde huiswerkbegeleiding** georganiseerd tijdens de schoolvakanties (Plaisir d'apprendre - leren met plezier - voortgezet in 2022)
- De **bemiddelingsdienst** bleef het hele jaar actief - we bemerken een terugkeer naar normale niveaus voor wat betreft de bemiddelingsverzoeken. De tijd tussen het eerste contact en de afsluiting van een zaak blijft wel veel langer, vermits heel wat externe interveniënten moeilijk bereikbaar zijn. Aangezien de bijna systematische klasovergang in juni 2020 ertoe heeft geleid dat bepaalde scholen zich veel strikter hebben opgesteld bij de klasovergang in juni 2021, hebben we een explosieve toename gezien van het aantal verzoeken om beroep. Ook het aantal verzoeken om ondersteuning met het oog op heroriëntatie of verandering van school neemt duidelijk toe. Wij hebben nog verscheidene verzoeken om ondersteuning ontvangen in verband met actieve schoolmoeheid en jongeren die psychisch niet in staat zijn de lessen te volgen (gedekt door medische attesten).
- **Opvang van leerlingen in een situatie van uitsluiting** zowel voor leerlingen van de basisschool als voor die van de middelbare school om herhaling van het verschijnsel te vermijden door het uitvoeren van preventieve en educatieve acties. Deze voorzieningen zijn bestemd voor alle scholen van de Federatie Wallonië-Brussel.
- Worden de sinds het begin van de projecten bereikte resultaten gemeten en geëvalueerd? Zo ja, welke resultaten zijn dat?
- Het is moeilijk om van scholen statistieken inzake schoolverzuim te verkrijgen, aangezien deze gegevens gewoonlijk uiterst gevoelig liggen, zowel wat de vertrouwelijkheid als wat de reputatie van de scholen betreft. Niettemin zijn de diensten verantwoordelijk voor het beheer van gegevens met betrekking tot het zogenaamde "zwarte cijfer" van het schoolverzuim, d.w.z. kinderen die in geen enkel van de schoolnetwerken zijn ingeschreven. Daartoe ontvangen zij een lijst van minderjarigen die niet zijn ingeschreven in een schoolcentrum van de Federatie Wallonië-Brussel, die zij voorleggen aan de dienst Bevolking om na te gaan of de minderjarigen misschien eenvoudigweg zijn verhuisd of hun leerplicht vervullen in het buitenland of in een gespecialiseerd centrum. Na deze eerste sortering onderzoekt de politie de resterende adressen, en naar aanleiding van deze onderzoeken kan er een hele reeks namen worden geschrapt, aangezien deze minderjarigen in de overgrote meerderheid van de gevallen niet langer in Oudergem gedomicilieerd zijn. In het scenario waarbij er in onze gemeente een kind zou zijn dat niet naar school gaat, wordt de zaak voorgelegd aan het Parket, dat de bevoegdheid heeft om een slecht functionerend gezin tot de orde te roepen. In Oudergem is dat nog niet gebeurd. Al deze gegevens worden vervolgens door de diensten doorgegeven aan een platform van de FWB.

Er zij op gewezen dat de jaarlijkse evaluatie verplicht is om de subsidies te verkrijgen.

- Is schoolmoeheid een substantieel probleem in onze gemeente? Hebt u een evolutie gezien sinds de covidcrisis?

Het belangrijkste probleem dat tijdens de pandemie aan het licht kwam, was de digitale kloof. Wij hebben laptops kunnen blijven uitlenen aan jongeren die niet over de nodige apparatuur beschikken om de cursussen te volgen die afwisselend in klasverband en op afstand werden gegeven. De betrokkenheid van het hele team om zich aan te passen aan de realiteit op het terrein en aan de veranderingen in de gezondheidssituatie was een constante. Daarnaast hebben we een originele onderwijsremediëring tijdens een week in juli (**Plaisir d'apprendre, leren met plezier**) ontwikkeld. Een aanvullende verbintenis (covidproject) heeft ons in staat gesteld de afwezigheid van personeel en vrijwilligers te compenseren, een project te ontwikkelen dat meer focust op geïndividualiseerde ondersteuning aan jongeren die het grootste risico lopen op schoolmoeheid en op ondersteuning van de ouders bij de opvolging van hun kinderen op schoolvlak. Het project Plaisir d'apprendre/leren met plezier zal in augustus 2022 worden voortgezet.

De **pandemie** waarmee wij allen worden geconfronteerd, heeft uiteraard een niet-verwaarloosbare invloed gehad op onze acties in 2021, zij het een minder grote dan in 2020. Onze schoolbegeleidingsdiensten konden met bijna alle jongeren die zij ondersteunden, contact houden en zelfs nieuwe jongeren verwelkomen. Al onze structuren onthaalden de jongeren ter plaatse, waarbij de aanpassingen eerder bedoeld waren om in overeenstemming te zijn met de binnen de scholen ingevoerde maatregelen en om aan de wettelijke verplichtingen te voldoen. De terugkeer naar de normale gang van zaken vindt geleidelijk aan plaats.

- Weet u hoeveel leerlingen er jaarlijks in Oudergem via het plan ter preventie van schoolverzuim geholpen worden?

Het **aantal verzoeken** om ondersteuning bedraagt 358 en is voor het jaar 2021 relatief stabiel gebleven, hoewel er een lichte toename is van verzoeken die betrekking hebben op jongeren met belangrijke leermoeilijkheden.

Spreiding volgens leeftijd:

5-12 jaar > 30%

13-15 jaar > 42%

16-18 jaar > 28%

Ik hoop dat ik uw vragen heb beantwoord.

Didier Molders

Schepen van Preventie

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 08 april 2022

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos